

L'urgence d'accueillir

"Combien de temps allons-nous encore regarder de loin cette tragédie macabre, sans intervenir ?" De nombreuses personnalités politiques, syndicales, associatives dénoncent "les abîmes de l'inhumanité" dans lesquels s'enfoncent l'Union européenne "instrumentalisée par des pouvoirs autoritaires piétinant les droits humains les plus fondamentaux."

□ Les invités de Mediapart — Dans cet espace, retrouvez les tribunes collectives sélectionnées par la rédaction du Club de Mediapart.

Alors qu'aux portes de l'Union européenne se joue un bras de fer politique entre la Pologne et la Biélorussie, nous avons plongé ces derniers jours un peu plus loin dans les abîmes de l'inhumanité.

Dans un froid glacial, au cœur d'une forêt instituée en zone de non droit où ni les journalistes ni les organisations humanitaires n'ont droit d'accès, 4 000 personnes, venant presque toutes de Syrie ou d'Irak, sont livrées à elles-mêmes¹. Elles subissent la violence des forces militaires et policières polonaises. On compte déjà plus de 15 mort.e.s, des mort.e.s de froid et de soif. Sans compter la disparition d'une dizaine de ces personnes.

Dans le même temps, des réfugiés meurent dans la Méditerranée et dans La Manche².

Pour tout commentaire, le porte-parole du RN Julien Odoul affirme sans ciller qu'il faut laisser mourir ces gens de froid. Le journaliste du *Figaro* Ivan Rioufol s'interroge sur la possibilité de faire tirer l'armée sur eux. Un festival de haine et de racisme. La droite et l'extrême droite sont à l'offensive. Quant au gouvernement d'Emmanuel Macron, fidèle à sa politique migratoire issue de la loi asile et immigration, il fait le choix des barbelés plutôt que de l'accueil³.

Accueillir sans attendre. Nous devons, collectivement, assumer ce devoir, pour venir en aide à quelques milliers de personnes, poussées par le désespoir et instrumentalisées par des régimes totalitaires d'extrême droite.

Dans quelques jours, le grand froid, les menaçant de mort, combien de temps allons-nous encore regarder de loin cette tragédie macabre, sans intervenir ? Comment pouvons-nous laisser croire que des solutions ne puissent être trouvées pour accueillir quelques milliers personnes qui ne menacent en rien la sécurité européenne ?

Quelle est cette Union européenne instrumentalisée par des pouvoirs autoritaires et piétinant les droits humains les plus fondamentaux ?

¹ <https://www.mediapart.fr/journal/international/021221/en-pologne-les-migrants-toujours-en-quete-de-protection>

² <https://www.mediapart.fr/journal/france/021221/husain-shahwali-maryam-ces-vies-englouties-au-large-de-calais>

³ <https://www.mediapart.fr/journal/france/241121/exiles-morts-dans-la-manche-le-nauffrage-de-la-france>

Il ne s'agit pas maintenant de régler les questions du respect de l'État de droit en Biélorussie, en Pologne ou en Turquie ni d'ailleurs les enjeux géopolitiques.

Il s'agit aujourd'hui de sauver des vies humaines. C'est cette urgence humanitaire qui doit nous animer.

Notre horizon ne peut, et ne doit être, celui des murs de la honte, des fils barbelés coupants, des détecteurs de mouvements. En refusant d'ouvrir les frontières et en apportant sa solidarité au gouvernement Polonais, y compris en déployant *Frontex*, l'Union européenne cautionne le discours xénophobe et anti-migrant.e.s du gouvernement polonais et pose comme seul horizon l'Europe forteresse.

À l'heure où les discours racistes et xénophobes se multiplient, où la détresse de milliers de personnes est utilisée à des fins de stratégie politique de haine, les forces progressistes doivent avoir une parole claire et forte sur la question de l'accueil de ces enfants, femmes et hommes aujourd'hui menacé.e.s de mort.

Devant la gravité de la situation, il faut tout de suite que l'Europe impose la présence d'observateurs internationaux et l'arrivée de l'aide humanitaire afin d'assurer la sécurité des milliers de personnes actuellement parquées entre frontières. Mais il faut également et clairement affirmer que, pour ne pas céder au chantage de régimes autoritaires, nous devons accueillir sur le territoire de l'Union européenne ces quelques milliers de migrant.e.s.

Face à l'instrumentalisation de cette détresse humaine, nous demandons que la France ne se contente pas de paroles. Si les gouvernements des États de l'Union, pris dans une course éhontée avec l'extrême droite, se refusent à le faire, la France doit se monter exemplaire en les recevant.

Emmanuel Macron prendra la présidence européenne en janvier 2022. Dès aujourd'hui la France doit agir pour que l'Union Européenne respecte ses engagements internationaux et mettre en œuvre une politique migratoire coordonnée entre l'ensemble des États membres.

Si l'émigration est souvent le prix d'un arrachement de populations dévastées, nous affirmons en effet qu'aujourd'hui il est nécessaire d'accueillir dignement et de façon solidaire celles et ceux qui ont cherché refuge dans nos pays. Cela peut être une chance pour l'Europe, d'abord sur le plan économique mais aussi parce que l'histoire montre que toutes les sociétés sont le produit de la richesse de circulations permanentes de populations.

Tribune initiée par :

Aurélie Trouvé, Militante altermondialiste et économiste et Thomas Portes, Président de l'observatoire national de l'extrême droite

Signataires

Simon Duteil et Murielle Guilbert co-délégués Généraux de l'Union syndicale Solidaires

Cybèle David Secrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires

Arié Alimi, Avocat

Taha Bouhaf, Journaliste

Julien Bayou, Secrétaire national EELV

Pablo Pillaud-Vivien, journaliste

Jean-François Pellissier, porte-parole ENSEMBLE!

Merlin Gautier, membre fondateur de Pour une Écologie Populaire et Sociale (PEPS)

Joséphine Delpeyrat, déléguée générale de Génération.s

Camille Hachez, co-secrétaire fédérale des Jeunes Écologistes

Quentin Bernier-Gravat, fédéral des Jeunes Écologistes
Pierre Khalfa, fondation Copernic
Marie-Pierre Vieu, fondation Copernic
Elsa Faucillon, Députée PCF
Willy Pelletier, sociologue, université de Picardie
Mélanie Luce, Présidente de l'UNEF
Laurence De Cock, historienne et enseignante
Mathilde Larrère, Historienne
Suzy Rojtman, porte parole du Collectif National pour les Droits des Femmes.
Katia Dubreuil, présidente du Syndicat de la magistrature.
Benoit Teste, secrétaire général de la fsu
Youcef Brakni, militant antiraciste
Christine Poupin, porte-parole du NPA
Olivier Besancenot, porte-parole du NPA
Claire Lejeune, Militante écologiste
Annie Lahmer, conseillère régionale IDF EELV
Pascal Debay, dirigeant national de la CGT
Malik Salemkour, Président de la LDH
Clémentine Autain, Députée LFI
Claire Schweitzer, conseillère municipale d'Angers, co présidente du réseau national des élus insoumis et citoyens
Gabriel Amard, conseiller régional Auvergne Rhône-Alpes, co)président du réseau national des élus insoumis et citoyens
Guillaume Chaussemy, maire de pont-chrétien-Chabenet co-président du réseau national des élus insoumis et citoyens
Delphine Fenasse, adjoint au maire de Fontenay-sous-Bois co-présidente du réseau national des élus insoumis et citoyens.
Laurence Cohen, Sénatrice PCF
Eric Coquerel, Député LFI
François Béchieu, Secrétaire National du MDP
Camille Lecomte, co-secrétaire générale du MNL
Lenny Gras, Co secrétaire général du MNL
Danielle Simonnet, conseillère de Paris
Kaltoum Gachie, coprésidente du MRAP
Jean-Francois Quantin, coprésident du MRAP
Francois Sauterey, coprésident du MRAP
Manon Aubry, Députée européenne LFI
Annick Coupé, Attac France
Raphaël Arnault, porte parole Jeune Garde
Jean-Christophe Sellin Co-coordonateur national du Parti de Gauche
Daniele Obono, Deputée LFI
Raphael Pradeau, porte-parole d'Attac France
Emmanuel Vire Secrétaire général du syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT)
Leila Chaïbi, Anne-Sophie pelletier, députés européennes Lfi
Adrien Quatennens, Ugo Bernalicis, Loïc Prudhomme, Mathilde Pannot, Sabine Rubin, Jean-Hugues Ratenon, Benedicte Taurine, Bastien Lachaud, Muriel Ressiguiier Caroline Fiat, Alexis Corbière, Michel Larrive, députés Lfi
Rodrigo Arenas, porte-parole de la FCPE
Bénédicte Monville, Militante écologiste, conseillère municipale et communautaire à Melun
Jérôme Gleizes, conseiller de Paris EELV
Eddie Jacquemart, Président National de la CNL
Anthony Smith, responsable syndical au ministère du travail
Aurélien Taché, Député Les Nouveaux Démocrates

Pierre Laurent, Sénateur PCF et Vice président du Sénat
Ian Brossat, porte-parole du PCF
Marie Christine Vergiat, Vice présidente de la LDH et ancienne députée européenne
Marilyne Poulain, Secrétaire nationale CGT en charge des sans papiers
Céline Verzelatti, secrétaire confédérale de la CGT
David Cormand, Député européen EELV
Sandrine Rousseau, économiste et militante EELV
Patrice Cohen-Séat, Président honoraire d'Espaces-Marx
Maryse Martinez, présidente MRAP 66
Anne Marie Delcamp RESF 66
Renée Le Mignot, présidente honoraire du MRAP
Augustin Grosdoy, président honoraire du MRAP
Pierre Mairat, président honoraire du MRAP
Jacques Prévert, président honoraire du groupe Octobre
Marie Luchi, Responsable des relations extérieures de Generation.s
Mélissa Camara, Conseillère municipale de Lille /conseillère métropolitaine

Organisation :

UCL

*Dans cet espace, retrouvez les tribunes collectives sélectionnées par la rédaction du
Club de Mediapart.*